



■ AVIS À PUBLIER AU BOAMP XML N° 19-142076

Mercredi 18 Septembre 2019

Date d'envoi au service éditeur : 18/09/2019

[> Voir l'annonce sous sa forme originale](#)


Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
 Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
 En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
[> Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **33**
 Annonce No **19-142076**
 Fournitures

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de Bruges.
 Correspondant : Mme TERRAZA Brigitte, Maire de la ville de Bruges, Présidente du CCAS, 87, avenue Charles de Gaulle 33520 Bruges Cedex, courriel : e-accueil@mairie-bruges.fr adresse internet : <http://www.mairie-bruges.fr>.
 Adresse internet du profil d'acheteur : <https://demat-ampa.fr>.
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : **numéro de la consultation : 2019-bru096 Location et entretien de vêtements de travail de restauration Consultation lancée par un groupement de commandes composé des membres suivants : Coordonnateur du groupement de commandes .**

Type de marché de fournitures : achat.

CPV - Objet principal : 18100000.

Lieu de livraison : cette prestation concerne plusieurs sites sur le territoire de la Ville de Bruges, 33523 Bruges.

Code NUTS : -FR12.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

Le présent marché concerne la location et l'entretien de vêtements de travail de restauration, destinés aux cuisines satellites de la Ville et du CCAS de Bruges. Le titulaire du marché s'engage à fournir et entretenir les vêtements de travail pour les services de restauration et les structures Multi accueil. Forme de marché : ordinaire. Attribution d'un marché unique

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : numéro de la consultation : 2019-bru096 Location et entretien de vêtements de travail de restauration Consultation lancée par un groupement de commandes composé des membres suivants : Coordonnateur du groupement de commandes .

Des variantes seront-elles prises en compte: oui. La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : aucune clause de garantie financière prévue.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : prestations réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires Prix révisables annuellement. Aucune avance prévue. Délai global de paiement des prestations de 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : consultation comportant des conditions d'exécution à caractère social et environnemental détaillées dans le CCAP. Début d'exécution du marché à compter de la date fixée par ordre de service.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-10 du code de la commande publique.

Capacité économique et financière - références requises : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles;

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années; Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat; Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat; Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité; Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat; Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat;

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 21 octobre 2019, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : la transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Echantillons ou maquettes exigés : La proposition comportera les fiches techniques détaillant les

caractéristiques des tenues, leurs lieux de fabrication. Il sera également indiqué le pays où a lieu le montage des articles. Afin de permettre la comparaison qualitative des produits, les candidats devront faire parvenir obligatoirement et sous peine de rejet de leur offre, avant la date limite de réception des offres, les échantillons de vêtements (fiches techniques et/ou catalogue) sont obligatoires. Ils devront en présenter au minimum 1, et au maximum 3. La valeur technique des offres sera jugée principalement à partir des fiches techniques et des échantillons demandés. Les échantillons devront être impérativement identifiés au nom du candidat et devront indiquer le ou les modèle(s) présenté(s). Ils seront déposés : - au service restauration hygiène à l'hôtel de Ville, 87 avenue Charles de Gaulle, 33520 BRUGES (33520). La fourniture des échantillons est à la charge de l'entreprise. Les échantillons utilisés ou détériorés pour l'analyse ne seront pas restitués. Les candidats non retenus pourront, dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ils auront été informés du rejet de leur candidature, soit : - venir récupérer les échantillons non utilisés ou non détériorés auprès du référent du marché. Il est impératif de prendre, au préalable, un rendez-vous auprès du référent. - Demander leur renvoi, aux frais du candidat. Les échantillons non réclamés dans le délai défini seront considérés comme acquis pour la collectivité sans que le candidat ne puisse prétendre à une indemnité. Numéro de la consultation : 2019-bru096 Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-Le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le présent marché a un caractère périodique : oui

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la candidature est présentée soit sous la forme des formulaires Dc1 et Dc2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (Dume). La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 18 septembre 2019.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :

adresse internet : <https://demat-ampa.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

adresse internet : <https://demat-ampa.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

adresse internet : <https://demat-ampa.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Bordeaux 9, rue Tastet B.P. 947 33063 Bordeaux Cedex, tél. : 335-56-99-38-00, courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr, télécopieur : 335-56-24-39-03 adresse internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>.

Organe chargé des procédures de médiation : CCIRA de Bordeaux 103b, rue Belleville B.P. 952 33063 Bordeaux.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : précisions concernant les délais d'introduction des recours : -Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (Cja), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. -Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. -Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Mots descripteurs : Habillement, Location (matériels).

Éléments de facturation :

Numéro d'engagement juridique : 2019-VDBR-0015

Classe de profil : Groupement de collectivités

Siret : 21330075900015

Libellé de la facture : Ville de Bruges Ordonnateur BM null Espl Charles de Gaulle 33045 Bordeaux

TVA intracommunautaire : FR16243300316

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 21 octobre 2019

Objet de l'avis : Location et entretien de vêtements de travail de restauration

Nom de l'organisme : Ville de Bruges

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS3787464



> Informations légales